

Une trajectoire africaine sur trois continents, de la période coloniale à la mondialisation

Entretien avec Samuel Mbele-Mbong

Anton Tarradellas

Citer cet article : Anton Tarradellas (2022), « Une trajectoire africaine sur trois continents, de la période coloniale à la mondialisation. Entretien avec Samuel Mbele-Mbong », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, en ligne.

URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/mbelembongtarradellas>

Mise en ligne : 8 septembre 2022

DOI : <http://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.entretien03>

Résumé

La trajectoire de Samuel Mbele-Mbong commence en 1942 dans un petit village du Cameroun et elle se déploie ensuite sur trois continents : l'Afrique, l'Amérique du Nord – où il a fait ses études - et l'Europe - où il a achevé sa carrière professionnelle dans une organisation internationale. Elle traverse ainsi plusieurs décennies, de la colonisation aux indépendances, de la Guerre froide à la mondialisation. Bien que singulier, ce parcours met en lumière le rôle joué dans l'histoire récente de l'Afrique par ces Africaines et ces Africains qui, sans être des personnalités publiques, ont agi comme des connecteurs et des médiateurs entre leur continent d'origine et le reste du monde.

Mots-clés : Cameroun ; décolonisation ; étudiant ; États-Unis ; Genève ; organisations internationales.

Abstract

Samuel Mbele-Mbong's story began in 1942 in a small village in Cameroon and then unfolded on three continents: Africa, North America – where he studied – and Europe – where he completed his professional career in an international organization. It thus crosses several decades, from colonization to independence, from the Cold War to globalization. While unique, this journey highlights the role played in Africa's recent history by those Africans who, without being public figures, have acted as connectors and mediators between their continent and the rest of the world.

Keywords: Cameroon; decolonization; student; United States; Geneva; international organizations.



Introduction

J' Ai rencontré Samuel Mbele-Mbong au cours des recherches pour ma thèse de doctorat, qui porte sur les étudiants africains partis se former aux États-Unis au lendemain des indépendances. En consultant des documents sur le programme ASPAU (African Scholarship Program of American Universities), conservés dans les archives de l'Africa America Institute à Amherst dans le Massachusetts, j'ai trouvé la liste de tous les bénéficiaires de ce programme de bourse. Ils étaient près de 1 600, venant de 32 pays d'Afrique, et ils ont étudié dans 238 universités américaines entre 1961 et 1975¹. Pour comprendre quelles étaient les motivations, les espoirs, les difficultés et, plus généralement, l'expérience américaine de ces étudiants, j'ai entrepris de retrouver leurs traces afin de pouvoir interviewer certains d'entre eux. La plupart des anciens étudiants que j'ai finalement pu localiser se trouvent actuellement en Afrique ou aux États-Unis. Mais j'ai aussi découvert que l'un de ces anciens d'ASPAU habitait non loin de chez moi, à Genève. Il s'agissait de Samuel Mbele-Mbong.

Lorsque je l'ai contacté au mois de janvier 2020, il a tout de suite accepté de me rencontrer. Il m'a donné rendez-vous devant le siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en plein cœur du quartier des organisations internationales à Genève. Il y a travaillé pendant plus de 20 ans. Quand je suis arrivé à notre rendez-vous, M. Mbele-Mbong m'a accueilli devant la porte principale avec sa femme Helena. Ils se sont rencontrés en 1965 aux États-Unis, alors que Samuel terminait son bachelor et qu'Helena s'appêtait à partir au Cameroun comme volontaire pour les Peace Corps². Après ce premier rendez-vous, nous nous sommes vus deux autres fois en février et septembre 2020. Helena était toujours présente. Elle écoutait attentivement nos échanges et complétait parfois les réponses de Samuel lorsqu'un détail lui échappait. Le résultat de nos entretiens est donc un récit à deux voix qui raconte l'histoire d'une trajectoire partagée par Samuel et Helena.

Cette trajectoire commence dans un petit village du Cameroun et elle se déploie ensuite sur trois continents : l'Afrique, l'Amérique du Nord et l'Europe. Elle traverse aussi plusieurs décennies, de la colonisation aux indépendances, de la Guerre froide à la mondialisation. Le témoignage de Samuel Mbele-Mbong constitue une source précieuse pour documenter l'expérience de ces milliers de jeunes Africains qui ont traversé l'Atlantique dans le but d'obtenir un diplôme universitaire qui incarnait tant d'espoirs, aussi bien individuels que collectifs. Mais son récit est aussi un document intéressant pour aborder l'histoire de l'Afrique dans ses dimensions internationale et transnationale. La trajectoire de M. Mbele-Mbong, bien que singulière, met en effet en lumière le rôle joué dans l'histoire récente de l'Afrique par ces Africaines et ces Africains qui ont voyagé à travers le monde et qui, sans être des personnalités publiques, ont agi comme des connecteurs et des médiateurs entre leur continent d'origine et le reste du monde.

Entretien

Anton Tarradellas : Pour commencer, pourriez-vous me dire où vous êtes né et me décrire le milieu familial dans lequel vous avez grandi ?

Samuel Mbele-Mbong : Je suis né en 1942 dans le petit village de Matong, qui se trouve dans le canton de Ndokbiakat dans la province du Littoral au Cameroun. Ma famille fait partie du peuple Banen et on parlait la

¹ Le programme ASPAU est issu d'un programme pilote créé par l'éducateur nigérian Stephen Awokoya et le responsable des admissions de l'université Harvard David Henry, qui a permis à 24 étudiants nigériens d'étudier aux États-Unis à partir de 1960. En 1961, le programme fut élargi pour y inclure l'ensemble des pays africains souhaitant participer. Outre les universités américaines qui finançaient les frais de scolarité des boursiers, le gouvernement américain en était le principal contributeur à travers son agence d'aide au développement USAID. De leur côté, les gouvernements africains participants devaient se charger de payer le transport des étudiants. Mis sur pied au moment où de nombreux pays africains accédaient à l'indépendance, ASPAU avait pour but de former des élites qui pourraient prendre en main le développement politique et économique du continent. Voir : Tarradellas Anton (2022), « Pan-African Networks, Cold War Politics, and Postcolonial Opportunities: The African Scholarship Program of American Universities, 1961–75 », *The Journal of African History*, 63(1), pp. 75–90 ; Edeagu Ngozi (2021), « Educating a transnational postcolonial elite: United States university scholarships for Nigerian students (1961-1975) », *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 37, pp. 79-94.

² Le programme Peace Corps consiste à envoyer des volontaires à l'étranger pour travailler bénévolement dans des projets d'aide au développement, notamment dans l'éducation. Il a été créé par le gouvernement du président John F. Kennedy en 1961 et il existe encore aujourd'hui. Geidel Molly (2015), *Peace Corps Fantasies: How Development Shaped the Global Sixties*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

langue banen, ou tunen, au village. C'était un village très isolé au milieu de la forêt et seul un chemin pédestre permettait d'y accéder.

Mes parents étaient cultivateurs. Ni l'un ni l'autre n'était allé à l'école. Nous étions six enfants : j'avais deux sœurs aînées et deux frères et une petite sœur après moi. On travaillait aux champs avec nos parents. Nous cultivions un peu de tout : plantain, taro, macabo³, patate douce, maïs et aussi caféiers, cocotiers, ananas, cacaoyers, et palmiers à l'huile. Nous produisions pour pouvoir manger, mais pouvions vendre aussi une partie des récoltes, notamment à Songmbengue, dans le département de la Sanaga maritime. On y allait à pied, cela prenait trois jours. Nous allions aussi à Yabassi, dans le département du Nkam, toujours à pied, et cela prenait sept jours aller-retour.

Est-ce que vous alliez à l'école ?

Oui, il y avait une mission protestante au village dont la « station » était située sur le terrain de mon père. En plus du travail au champ, j'allais à l'école de la mission suivre l'enseignement élémentaire, donné en langue douala.

Plus tard, à six ans, quand je suis arrivé à Douala – la plus grande ville du pays – j'ai commencé l'école française. Mon oncle, Sissing François, était parti y vivre plusieurs années auparavant. Mais comme tous ceux qui quittaient le village, il y est revenu lorsqu'il a décidé de se marier. C'est ainsi que ça se passait : les parents du marié choisissaient la future mariée parmi les jeunes filles du village. Ensuite, si ça allait bien entre les deux futurs époux, ils se mariaient au village. La tradition voulait alors que la famille du marié « donne » un enfant aux jeunes couples pour les aider dans leurs travaux ménagers. À ce moment, dans la famille Mbong, c'est moi qui avais l'âge requis pour cela et je suis parti vivre avec mon oncle et sa femme.

Comment se passait votre vie dans ce nouvel environnement urbain ?

J'avais de bons rapports avec mon oncle et ma tante, c'étaient vraiment mes deuxièmes parents. D'un côté, je participais aux tâches ménagères dans la maison et je m'occupais des enfants et, de l'autre, j'allais à l'école principale d'Akwa, un établissement public, où j'ai appris le français. On n'avait pas le droit de parler autre chose que le français dans l'enceinte de l'école. Si on parlait tunen, ou bassa, ou douala, ou une autre langue autochtone, on était puni.

Comme j'étais plutôt bon élève (j'ai même sauté le CE1), M. Soelle Noé David, mon maître de CM1 et CM2, m'a encouragé et aidé à continuer mes études. C'était un Camerounais qui avait à cœur de soutenir les élèves prometteurs, parce qu'ils constitueraient, selon lui, des ressources pour l'avenir du Cameroun. Il avait cette vision nationaliste et pensait que c'était son devoir d'encourager des jeunes Camerounais à étudier pour que, plus tard, ils puissent contribuer à faire marcher le pays. Le problème, c'est que l'école secondaire était payante et ma famille n'avait pas les moyens de me la payer. Plusieurs mois après la rentrée de l'année scolaire 1953-1954, M. Soelle m'a emmené avec lui au collège classique et moderne de Douala, qui prendra ensuite le nom de lycée Joss (du nom du plateau Joss, le quartier de Douala où il est situé). Il m'a présenté à la directrice, Mme Ménétrier, en lui expliquant que j'avais ma place au collège et en la priant de me m'accorder une bourse d'admission en classe de sixième. Elle a accepté en posant une condition : que je réussisse les examens du premier trimestre. C'est ainsi que je suis entré en sixième au collège Joss. J'ai réussi le premier trimestre et j'ai pu bénéficier d'une bourse d'études du ministère de l'Éducation nationale du Cameroun jusqu'en terminale en 1961.

Le lycée Joss était à l'époque un lycée français, accueillant presque uniquement des élèves français. Le directeur et les professeurs venaient tous de France, à l'exception du professeur d'éducation physique et du professeur de sciences naturelles. Le programme était identique au programme en métropole. J'en suis sorti bachelier, mais on ne nous a rien appris sur le Cameroun. L'histoire et la géographie qu'on nous enseignait, par exemple, étaient celles de la France, on nous parlait de « nos ancêtres les Gaulois ». Je me souviens même avoir redoublé ma classe de première pour n'avoir pas pu répondre correctement à une question sur le Massif central lors de l'épreuve orale du baccalauréat première partie. Et pendant plusieurs années après l'indépendance, les livres et les sujets enseignés sont restés ceux de la période coloniale.

³ Le taro et le macabo sont des tubercules comestibles de la famille des aracées.

Est-ce que vous retourniez voir votre famille au village ?

Oui, j'y retournais tous les étés, pendant les vacances scolaires. Pour ma famille et les autres familles du village, j'étais l'enfant de la ville. J'organisais certaines activités scolaires pour les plus jeunes pendant les vacances. Un des enfants du village nous a dit des années plus tard qu'il avait été alors fasciné par ce grand frère qui revenait de la ville en été et qui leur faisait l'école comme un professeur.

Cette période de la fin des années 1950 constitue un moment de grands changements en Afrique. La décolonisation commençait et, dans le cadre du Cameroun, ce ne fut pas un processus pacifique, loin de là. Il y a eu une guerre coloniale suivie de ce que certains historiens appellent une guerre « néocoloniale » contre le mouvement nationaliste de l'Union des populations du Cameroun (UPC)⁴. Comment est-ce que vous avez vécu ces événements ?

Dans ma famille, on pensait d'abord que le mouvement nationaliste ne nous concernait pas, parce que les leaders du mouvement d'indépendance n'étaient pas de notre « tribu », comme on disait à l'époque, ni même de notre village, ni des villages voisins. Ils étaient de la Sanaga maritime. Mais finalement, on était quand même plus ou moins de leur côté, parce que ce qu'ils demandaient, c'était l'indépendance du Cameroun. De manière générale, dans ma famille, on n'était pas contre l'idée de l'indépendance, mais on n'était pas actifs dans le mouvement non plus. En fait, on était neutres. Mais on s'est tout de même retrouvés impliqués, sans qu'on le veuille.

Comment vous êtes-vous retrouvés impliqués ?

Les leaders de l'UPC ont pris le maquis et les autorités voulaient réprimer le mouvement. Cela a créé beaucoup de tensions, dans notre village aussi. Parce que comme notre village était isolé dans la région montagneuse, les « rebelles », comme les autorités les appelaient, venaient s'y cacher et aussi trouver de quoi vivre. Ils avaient besoin de l'aide de la population. L'armée, de son côté, venait traquer les « rebelles » jusque dans le village. Comme les militaires ne parvenaient pas à distinguer les « rebelles » des villageois, ils soupçonnaient tout le monde. Ils menaçaient les villageois et il y avait beaucoup de violence. C'est pourquoi beaucoup d'habitants de l'ensemble du canton de Ndokbiakat ont décidé de partir. Mais malgré les violences, une partie de la population – plutôt des personnes âgées et des enfants – a choisi de rester et de s'occuper de faire fonctionner le village. Finalement, l'armée a décidé d'évacuer ces derniers habitants, si bien que notre village a été totalement vidé, ainsi que tous les autres villages du canton.

L'évacuation s'est produite après l'indépendance, ça devait être dans les années 1962-1963. À cette période, je n'habitais plus au village, j'étais déjà aux États-Unis. J'ai appris la nouvelle par lettre, ce sont des membres de ma famille qui m'ont raconté les événements. Ça ne m'a pas surpris en réalité, on voyait tout ça venir... Les habitants du canton qui avaient des proches en ville les y ont rejoints, notamment à Douala. Mes parents sont allés à Penja, chez ma sœur aînée, et le reste de ma famille est parti à Edéa et à Douala. Certains habitants ont été concentrés dans un camp, un camp de réfugiés dans un nouveau village du nom de Iboti. Il existe toujours. C'est là que l'armée a « garé » les gens de notre village, avec la promesse qu'après la guerre, quand les choses se seraient calmées, ils pourraient retourner au village. Il n'y a jamais eu de retour.

Aujourd'hui, mon village n'existe plus, ni les villages voisins. Il ne reste plus que de la forêt... Et les jeunes d'aujourd'hui, qui devraient normalement reprendre la gestion des villages, n'y ont jamais vécu. J'aurais voulu rentrer au village à la fin de ma carrière. La tradition voulait – et c'est ce qui était prévu pour moi – que j'aie fait ma carrière loin du village, mais que j'y revienne ensuite, ne serait-ce que pour y être enterré. Au Cameroun, on reste toujours attaché au village : on peut faire une carrière ailleurs dans le pays ou même au niveau international, mais on reste lié à son village et on y revient toujours. Maintenant, pour moi, ce n'est plus possible. Pour beaucoup de Banen, ce n'est plus possible...

À une époque, on avait demandé de pouvoir rentrer dans nos villages, et que le gouvernement construise des routes pour les désenclaver. Un décret avait été pris en ce sens, mais une partie du corps politique y était opposée et le décret a été annulé. Finalement, le gouvernement n'a pas fait grand-chose pour aider au retour. Aujourd'hui, les

⁴ Deltombe Thomas, Domergue Manuel et Tatsitsa Jacob (2011), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, La Découverte.

autorités veulent transformer cette partie du pays en réserve naturelle. Mais c'est un problème, parce qu'en fait des gens, comme ceux qui habitaient mon village et qui ont été déplacés au début des années 1960, revendiquent leur droit foncier sur ces terres⁵. Donc cette histoire douloureuse de la décolonisation, c'est encore un sujet d'actualité.

Vous venez d'évoquer votre séjour d'études aux États-Unis. Qu'est-ce qui vous a poussé à vouloir faire des études universitaires et, pour cela, à partir aux États-Unis ?

Quand j'étais lycéen, on sentait que l'indépendance approchait et on savait que le Cameroun allait « prendre les choses en main », si vous voulez, et donc qu'il faudrait des cadres camerounais. Nos maîtres à l'école primaire et nos professeurs au lycée nous répétaient : « Vous êtes l'avenir du Cameroun, concentrez-vous sur vos études ! » Personnellement, je savais que les choses allaient changer et qu'il fallait que je me prépare pour faire partie de ce nouveau pays qui arrivait. Comme je venais d'une famille modeste, je savais que je n'aurais pas de faveur.

Avant même que j'aie obtenu mon baccalauréat, au printemps 1961, il y a eu cette annonce à la radio pour des bourses offertes par le gouvernement et des universités américaines, en coopération avec le gouvernement camerounais. Nous n'avions pas la radio et c'est un voisin qui est venu me voir pour m'annoncer que des élèves camerounais pouvaient se présenter à l'Inspection du ministère de l'Éducation nationale à Douala pour candidater.

Pourquoi est-ce que vous avez choisi cette destination et pas la France, par exemple, où la majorité des étudiants camerounais étudiaient à l'époque ?

Je n'ai pas vraiment choisi les États-Unis. J'ai saisi une opportunité de pouvoir faire des études supérieures. Il n'y avait pas encore d'université au Cameroun. J'aurais pu aller en France, mais, cette année-là, la première bourse dont j'ai entendu parler, c'était l'African Scholarship Program of American Universities [ASPAU] qui venait d'être lancé dans plusieurs pays d'Afrique. Pour les bourses en France ou au Royaume-Uni, ou ailleurs en Europe, il fallait avoir des « appuis », que je n'avais pas.

Comment s'est passé le processus de sélection pour la bourse ?

Avec un autre camarade du lycée Joss, on a été pris en charge à Douala par le ministère de l'Éducation nationale et emmenés en avion à Yaoundé, la capitale. C'était mon premier voyage en avion et la première fois que je me rendais à Yaoundé. Là, on a passé l'entretien pour la bourse ASPAU devant un jury composé d'officiels du programme – des Américains – et des responsables du ministère de l'Éducation nationale du Cameroun. J'avais suivi des cours d'anglais depuis la sixième, mais je le parlais très mal. Heureusement, l'entretien s'est déroulé en français et on ne m'a pas demandé de parler anglais. J'étais très impressionné à l'idée de passer cet entretien. Les officiels américains nous ont parlé des universités américaines, ils nous ont expliqué le système et la vie sur les campus et ils nous ont demandé si nous étions prêts pour cela. Ils nous ont aussi demandé quels sujets nous intéressaient et quelles disciplines nous voulions étudier. Moi, j'ai choisi la météorologie, parce que notre professeur de mathématiques en terminale était le directeur du Service météorologique du Cameroun. En marge du cours de maths, il nous parlait avec enthousiasme de la météorologie et ça m'a donné envie de faire ce métier moi aussi.

Quelque temps après, on a reçu les résultats de l'entretien et j'ai appris que j'avais été sélectionné pour la bourse et que j'allais étudier à Oregon State University [OSU], un nom complètement exotique pour moi. Je ne connaissais rien des États-Unis à cette époque. Nous n'avions pas la radio à la maison et je n'étais jamais allé au cinéma. Je ne connaissais même pas le nom de New York. Alors, Oregon... De manière générale, à cette époque, les États-Unis étaient très peu connus au Cameroun. Nous, la première génération d'étudiants camerounais ASPAU, on partait dans l'inconnu ! Dans mon entourage, le peu de choses qu'on connaissait des États-Unis, c'étaient les problèmes raciaux. Les gens nous disaient : « Vous n'avez pas peur de tout ce racisme ? », « Est-ce que vous savez vraiment ce que vous allez faire là-bas ? », etc. De plus, la plupart des responsables du lycée étaient de culture française et ils avaient très peu de considération pour les études universitaires aux États-Unis.

Personnellement, j'étais préparé à tout. Avec mes camarades, on se disait que ça ne pouvait pas être pire que là où on était et on était prêts à prendre le risque. C'était surtout une opportunité d'études immanquable. Pour certains

⁵ Sur ce sujet, voir : Aurat Louise, « Au Cameroun, la forêt d'Ebo préservée », *La Croix*, 12 août 2020. En ligne, consulté le 29 septembre 2021. URL : <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Cameroun-foret-dEbo-preservée-2020-08-12-1201108853>

d'entre nous, vu notre milieu social, si on ne saisissait pas cette chance-là, il n'y en aurait pas beaucoup d'autres.

Comment se sont passés le voyage et l'arrivée aux États-Unis ?

Le jour du départ, des membres de ma famille m'ont accompagné à l'aéroport de Douala où nous attendaient les responsables d'ASPAU et ceux du Ministère. Nous étions sept étudiants. Nous avons pris un vol jusqu'à Lagos, au Nigeria, où nous avons rejoint les autres boursiers ASPAU en provenance de l'Afrique de l'Ouest. Puis nous avons pris un avion pour Paris et ensuite un train jusqu'au port de Cherbourg. C'est de là que nous sommes partis pour les États-Unis, à bord du bateau *Irpinia*. La traversée a duré sept jours. À notre arrivée à New York, il y a eu une petite réception organisée pour nous avec un briefing, et ensuite chacun a été conduit à une station de bus ou de train à destination de la ville où l'attendait sa famille d'accueil. Je suis allé en bus Greyhound à Torrington dans le Connecticut, chez M. et Mme Joseph, parents de quatre garçons âgés de 3 à 9 ans. Le père était médecin. Il était très ouvert d'esprit. C'était une véritable encyclopédie vivante, même s'il connaissait peu l'Afrique et pas du tout le Cameroun. Personne dans la famille ne parlait français et j'ai donc surtout appris à parler l'anglais avec les enfants, qui me donnaient des cours. J'appelais d'ailleurs le plus jeune mon « professeur » ! J'étais vraiment comme un membre de la famille. Je faisais toutes les activités avec eux. Aujourd'hui encore, je suis toujours en contact avec la mère, qui a 93 ans, et certains des enfants.

Comment se sont passées vos études ?

J'ai étudié dans trois universités : New York University [NYU], de septembre à décembre 1961, pour des cours intensifs d'anglais ; OSU, de janvier 1962 à juillet 1966 ; et plus tard Colorado State University [CSU], de septembre 1970 à juin 1974). OSU est une *land grant university*⁶. Elle se situe à Corvallis dans l'État de l'Oregon sur la côte Ouest des États-Unis. Je suivais non seulement des cours de météorologie, mais aussi des cours de mathématiques, physique, chimie, statistiques, etc. Je trouvais toutes ces matières très intéressantes et pas trop difficiles. Je pense que j'étais globalement mieux préparé que certains de mes camarades américains. En 1965, j'ai obtenu mon diplôme de Bachelor of Science. L'année d'avant, j'avais postulé et obtenu une bourse AFGRAD. Le programme AFGRAD était l'équivalent du programme ASPAU, mais pour des études au niveau master⁷. Je suis rentré au Cameroun en 1966, après avoir obtenu mon diplôme de Master of Science en météorologie et effectué trois stages pratiques : au Centre météorologique régional à l'aéroport de San Francisco en Californie, au Centre national des ouragans à Coral Gables en Floride et au Centre météorologique national à Suitland dans le Maryland.

Et au niveau de la vie quotidienne, comment s'est passé votre séjour ?

À NYU, je partageais une chambre sur le campus avec un étudiant originaire du Venezuela et, à OSU, avec un étudiant ASPAU de Côte d'Ivoire. On s'entendait bien. Plus tard, à CSU, j'étais avec mon épouse, Helena, et on avait un appartement pour étudiants mariés. La majorité de mes amis étaient des étudiants étrangers. Mais je n'avais pas de problème avec les étudiants américains. J'étais le seul étudiant africain dans mes cours à OSU. Et le seul Camerounais sur le campus, sauf la dernière année, quand un compatriote m'y a rejoint.

À OSU, l'association des étudiants étrangers organisait des événements à l'occasion des fêtes nationales des pays des différents étudiants. J'ai moi-même organisé une soirée pour la fête nationale du Cameroun, alors le 1er janvier.

Le sport était aussi très important dans la vie universitaire. En ce qui me concerne, je me suis impliqué dans le football (que les Américains appellent le *soccer*). Avec un groupe d'étudiants étrangers, on a créé l'équipe de football d'OSU. À l'époque, le *soccer* était considéré comme un jeu « bizarre » aux États-Unis. Quand on a commencé, on jouait sur le terrain de football américain avec des maillots de l'équipe de basket que les joueurs n'utilisaient plus. On n'avait pas d'entraîneur, donc on se coachait nous-mêmes. Je jouais défenseur central et, à OSU, j'ai même

⁶ Les *land grant universities* sont des universités créées suite à deux décisions gouvernementales, les Morrill Acts de 1862 et 1890, qui attribuaient des terres contrôlées par le gouvernement fédéral américain à chaque État afin qu'il y fonde une université publique, enseignant en priorité l'agriculture, les sciences et l'ingénierie. Thelin John R. (2004), *A History of American Higher Education*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, pp. 74-79.

⁷ L'AFGRAD fut créé en 1963. Il était également le fruit d'une collaboration entre le gouvernement américain, les universités américaines et les gouvernements africains participants. Destiné à des étudiants de niveau master ou doctoral, l'AFGRAD a offert des bourses à plus de 2 500 étudiants originaires de 45 pays d'Afrique qui sont venus étudier dans des universités américaines jusqu'en 1995. USAID (1995), *Capturing the Results of 30 Years of AFGRAD Training: Evidence of Change in Individuals and Institutions Across Africa. Final Evaluation Report*.

reçu le trophée de l'*OSU Soccer Team 1965-1966 Most Valuable Player* ! En 1971, avec les Denver Turners, j'ai été élu *Fall Champion of the Columbine League Major Division*. J'ai aussi entraîné des enfants dans le cadre d'un programme de la ville de Fort Collins au Colorado.

Le football m'a aussi permis de voyager. Quand j'étais à OSU, on allait disputer des matchs tout le long de la côte pacifique et jusqu'en Colombie-Britannique au Canada. Cette équipe était un vrai lieu de sociabilité pour les étudiants étrangers. Et progressivement, des étudiants américains nous ont rejoints. D'un point de vue plus général, les étudiants étrangers, notamment africains, ont participé au développement et à l'institutionnalisation du football aux États-Unis.

À l'époque, la ségrégation était encore en vigueur dans les États du Sud et tout le pays était secoué par de fortes tensions raciales. Est-ce que vous l'avez ressenti ? Est-ce que vous avez été victime de racisme ?

Il y avait peu de Noirs dans l'Oregon et le racisme était moins visible que dans le Sud. On le subissait de façon plus ou moins indirecte. Une situation où j'ai été confronté au racisme, c'est dans la recherche d'appartement. Cela se passait surtout en été, car les *dormitories* [chambres d'étudiants sur le campus] étaient fermés pendant les vacances d'été et nous devions trouver un logement en ville. On consultait les petites annonces et quand on téléphonait, tout se passait bien, mais quand ils nous voyaient arriver pour la visite et qu'ils réalisaient que nous étions noirs, ils changeaient d'attitude et, très souvent, refusaient de nous louer l'appartement. Pour contourner cet obstacle, on s'arrangeait avec des amis blancs pour qu'ils louent les appartements avec nous ou pour nous.

Plus généralement, les Américains ne connaissaient pas bien l'Afrique et ils avaient beaucoup de préjugés. Par exemple, un jour, je suis allé à l'église pendant mon séjour dans ma famille d'accueil et une dame est venue me parler. Il y avait un camarade congolais avec moi. La première chose que la dame nous a dite, quand elle a su que nous étions Africains, c'était : « Alors vous vivez dans des arbres, n'est-ce pas ? Mais comment faites-vous pour y monter ? » Elle semblait sincèrement inquiète pour nous. Alors mon camarade lui a répondu, sur un ton faussement sérieux : « Mais, Madame, c'est très simple, on prend l'ascenseur ! »

Ce qui était le plus surprenant, c'est que les étudiants américains aussi étaient très ignorants sur l'Afrique. Mais ce n'était pas de la méchanceté, ce n'étaient souvent que des questions innocentes. Ainsi, un jour, un petit garçon est venu vers moi, et il m'a touché la joue avec son doigt. Il m'a frotté la joue, puis il a regardé son doigt d'un air surpris et il m'a dit, très sérieusement : « *But Sir, you are not dirty!* » Il pensait vraiment que si j'étais noir, c'était parce que j'étais sale !

Le plus souvent, tout ça m'étonnait. Ça m'amusait aussi parfois. Mais j'essayais toujours de prendre le temps d'expliquer. Et finalement, j'étais fier de pouvoir leur apprendre, à mon niveau, quelque chose sur le Cameroun et l'Afrique.

Les campus américains, comme les campus dans de nombreux autres pays à l'époque, étaient très politisés. Comment vous situiez-vous par rapport au mouvement étudiant des années 1960 ?

Je suivais ce qui se passait, mais de loin. J'allais voir les débats qui étaient organisés par les étudiants, mais je n'y participais pas, pareil pour les manifestations. Certains étudiants étrangers recevaient des journaux de leur pays et on parlait de la situation politique dans le monde, mais on n'était pas actifs et les officiels du programme nous déconseillaient d'être engagés politiquement. Un jour, un responsable d'ASPAU est venu me voir sur le campus à OSU et il m'a dit : « Ne perdez pas votre temps avec la politique. Vous devez vous concentrer sur vos études, car votre pays compte sur vous. Votre pays a surtout besoin de gens bien formés. » Personnellement, je ne voulais pas mettre en péril ma formation et risquer de rentrer au Cameroun sans diplôme, ce qui aurait fait honte à ma famille et à mon pays. Donc j'évitais de trop me mêler de politique.

L'ASPAU avait été pensé comme un programme qui permettrait de former les cadres capables de mener le développement de l'Afrique postcoloniale⁸. Est-ce que ce fut le cas pour vous à votre retour ? Avez-vous pu mettre en œuvre ce que vous avez appris lors de votre formation aux États-Unis ?

Avant de quitter les États-Unis après chacun de mes deux séjours, je me suis annoncé à la direction de la Météorologie nationale du Cameroun au ministère des Transports. Je m'y suis présenté dès mon retour. En 1966, j'ai été immédiatement recruté et, peu après, mis à la disposition de l'ASECNA, l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar⁹. J'y ai travaillé de 1967 à 1970, en commençant par un stage pratique d'un an au Centre météorologique principal [CMP] de Dakar-Yoff au Sénégal, puis en qualité d'adjoint au chef du département de météorologie. En 1968, j'ai été nommé chef du CMP à l'aéroport de Douala. À l'époque, le chef du CMP supervisait le travail de toute l'équipe d'environ 150 personnes qui était chargée de faire fonctionner 24 h sur 24 les stations d'observations en surface et en altitude, le centre de télécommunications météorologique et le centre de prévisions. Je n'avais jamais eu une telle responsabilité ! Alors, le jour de mon installation, j'ai demandé au ministre des Transports : « Comment voulez-vous que je supervise tout ça ? Je n'ai pas l'expérience ! » Et il m'a simplement répondu : « Vous avez les diplômes, vous allez y arriver. » Je n'avais pas le choix, alors j'ai pris en charge l'équipe.

Le poste que je prenais était occupé avant moi par un Français. Et j'ai vite remarqué qu'il avait laissé sa façon de faire. Par exemple, il exigeait que les sous-chefs viennent toujours le consulter avant les prises de décisions. Il voulait être informé de tout. Quand j'ai commencé, il y avait un chef de sous-section qui venait tout le temps me voir pour me demander ce qu'il devait faire et si c'était correct, etc. Il y avait encore cette mentalité de colonisé qui imposait de ne rien faire sans l'aval de son chef. Au début, je ne savais pas quoi lui répondre. Alors je lui ai simplement dit : « Faites ce que vous pensez qu'il faut faire. » Et finalement, il faisait ce qu'il fallait, et tout seul. J'essayais de donner de l'autonomie aux employés qui travaillaient avec moi.

Une autre difficulté au niveau du travail et de la carrière était que la « camerounisation », c'est-à-dire le transfert des emplois du secteur public occupés par les Français à des Camerounais, s'est faite pendant que la plupart d'entre nous, la génération postindépendance, étudiait à l'étranger au tout début des années 1960. Ce qui fait qu'une génération d'étudiants n'a pas trouvé de poste à responsabilité à son retour. On nous avait dit : « Vous allez diriger le pays. » Mais en fait, à notre retour, d'autres Camerounais de la génération précédente étaient en place et très souvent, ils n'acceptaient pas nos idées. C'étaient des personnes qui avaient été formées et qui savaient travailler dans le système français et ils reproduisaient pour la plupart les méthodes françaises. Beaucoup de cadres formés à l'étranger, en particulier aux États-Unis, ont eu du mal à faire accepter leurs idées à leur retour. Cette situation a créé de la frustration parmi ceux qui sont rentrés. Et de la déception. Certains ont même finalement décidé de repartir à l'étranger.

Nous qui revenions des États-Unis, nous étions confrontés à un autre problème : celui de la reconnaissance de nos diplômes. Certaines personnes dans les ministères prenaient de haut les étudiants de retour des États-Unis, parce qu'ils nous considéraient comme moins bien formés que ceux qui étaient allés en France ou en Angleterre. Et le gouvernement ne reconnaissait pas encore les diplômes américains, ou alors il les considérait comme inférieurs aux diplômes français ou anglais. C'était problématique parce qu'à l'époque, on attribuait l'emploi et le grade en fonction du diplôme. Cela pouvait aussi avoir des répercussions directes sur le montant des salaires. Alors, les fonctionnaires qui avaient étudié aux États-Unis se sont mobilisés pour faire reconnaître la valeur de leurs études. J'ai notamment participé à la révision de la liste des pays dont les universités et les diplômes étaient reconnus par le ministère de la Fonction publique. C'était entre 1965 et 1970. Avec quelques camarades, j'ai plaidé la cause des universités américaines dans ce dossier, en particulier toutes celles qui enseignaient la météorologie. Et finalement, de nombreuses universités américaines ont été reconnues.

⁸ Tarradellas Anton (2021), « "A glorious future" for Africa: development, higher education and the making of African elites in the United States (1961-1971) », *Paedagogica Historica*, 57(3), pp. 277-293.

⁹ L'ASECNA fut créée en 1959 dans le contexte de la Communauté française. Elle réunissait les représentants des colonies françaises d'Afrique, du Togo, du Cameroun et du gouvernement français. Elle avait pour mission la gestion coopérative de l'espace aérien de ces territoires. Tekou Thomas (1962), *L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)*, Thèse en droit, Institut de droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal, février 1962.

Au niveau de votre vie privée, comment avez-vous vécu votre retour au Cameroun ? Quelle fut l'influence de votre expérience américaine sur votre vie personnelle ?

À mon retour, ma famille était fière de moi. Fière d'avoir pour la première fois dans la famille quelqu'un qui avait terminé ses études universitaires et qui avait un poste comme celui qu'on venait de me donner. Mon statut personnel avait changé. Ça suscitait de l'espoir, en particulier chez les jeunes. De manière plus générale, ma famille avait désormais quelqu'un dans le système, quelqu'un dont ils pouvaient « se revendiquer » – comme on disait –, quelqu'un qui pouvait leur faire une recommandation s'ils en avaient besoin. Mais ça a aussi suscité des attentes et certains pensaient qu'ils pouvaient recevoir quelque chose de moi. Par exemple, quand j'étais chef du CMP de Douala, des membres de ma famille venaient me trouver à mon bureau pour que je les embauche, eux ou un de leurs enfants. Or, les recrutements au centre, comme partout dans la fonction publique camerounaise, se faisaient toujours par voie de concours. J'ai toujours refusé. Et ça m'a valu des reproches.

Vous avez ensuite fait une carrière internationale. Comment êtes-vous arrivé ici à Genève, au siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM)¹⁰ ?

En 1970, j'ai été autorisé à solliciter une deuxième bourse AFGRAD, qui m'a été accordée, et je suis reparti aux États-Unis, à Colorado State University. Au bout de quatre ans, je suis revenu au Cameroun avec l'intention de trouver des données locales pour la rédaction de ma thèse de doctorat (sur l'hydroclimatologie de l'Afrique centrale). C'était une demande de mon directeur de thèse : il voulait que ma thèse porte sur des données du Cameroun et de l'Afrique centrale. Mais une fois revenu au Cameroun, le ministre a décidé que je devais immédiatement reprendre des fonctions à la Météorologie nationale. Entre-temps, ma famille s'était agrandie de deux filles et nous avions besoin de revenus. De plus, je devais pourvoir aux besoins de ma mère et de mes frères et sœurs. Donc, j'ai repris le travail. Et ma thèse n'a jamais vu le jour.

De 1975 à 1980, j'ai servi en qualité de directeur de la Météorologie nationale, au ministère des Transports, et de représentant permanent du Cameroun auprès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Pendant cette période, j'ai représenté le Cameroun à plusieurs réunions de l'OMM, j'ai servi en qualité de vice-président (de 1975 à 1979) puis de président (de 1979 à 1980) de l'Association régionale I – Afrique de l'OMM et j'ai siégé au comité exécutif de l'OMM (de 1977 à 1980). Ensuite, quand le poste de directeur du bureau régional pour l'Afrique de l'OMM est devenu vacant, j'ai postulé et j'ai été recruté. À l'époque, le bureau était accueilli par le gouvernement du Burundi et se trouvait à Bujumbura. Son directeur avait le rang d'ambassadeur auprès du gouvernement du Burundi. Je n'étais donc plus un fonctionnaire camerounais, mais un fonctionnaire international dans une organisation membre du système des Nations unies. J'ai servi comme directeur régional de 1981 à 1984, date à laquelle j'ai été transféré au siège de l'OMM à Genève. Là, j'ai servi, successivement, comme conseiller scientifique principal au Département du programme de recherche (de 1984 à 1997), assistant du directeur au Département des langues, publications et conférences (de 1997 à 2002), et enfin assistant spécial du directeur au Département des conférences, publications, et documents, jusqu'à ma retraite le 31 mai 2002.

Lorsque vous avez intégré l'OMM, quelle était votre impression sur la façon dont les gens percevaient le Cameroun et l'Afrique ?

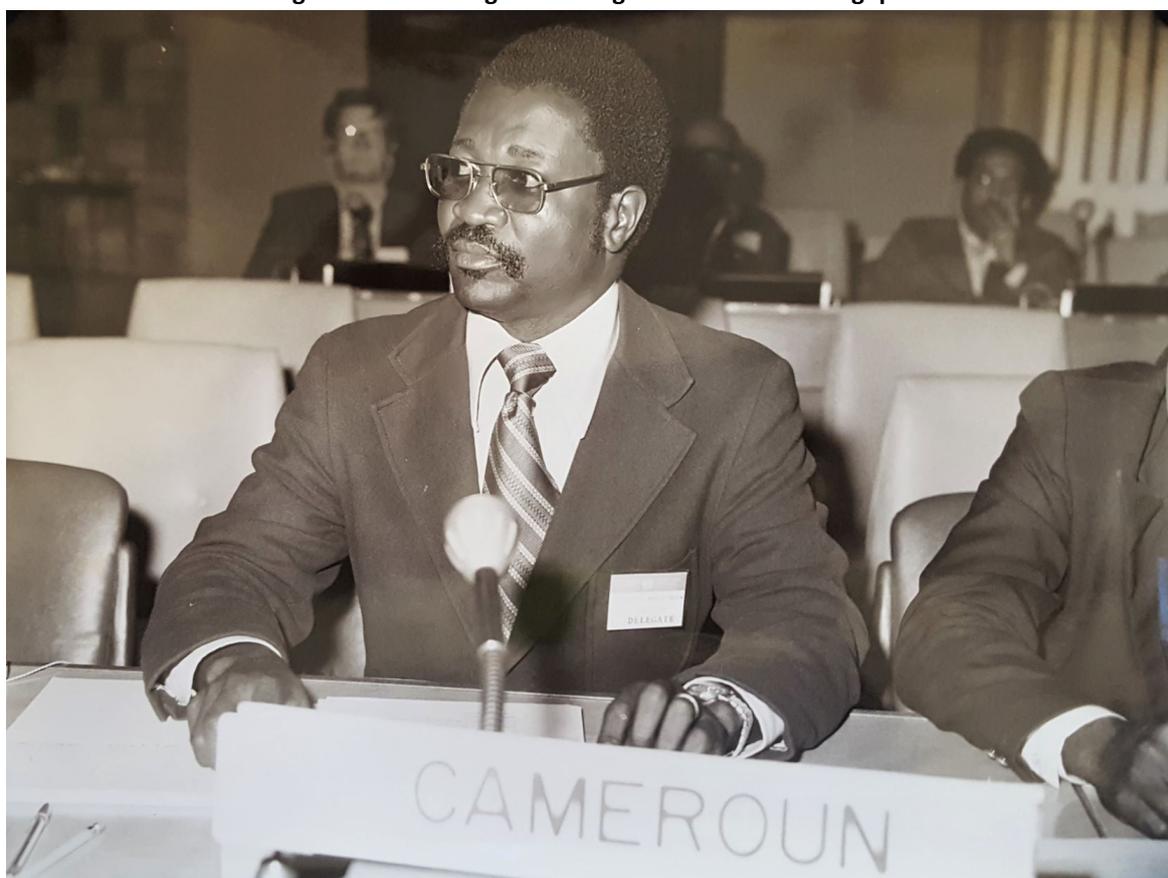
Lorsque j'ai découvert l'OMM, en tant que représentant du Cameroun entre 1975 et 1980, l'Afrique s'était déjà fait une place dans l'organisation. Elle était la plus grande association régionale, en superficie et en nombre de pays membres (plus de 50). De plus, un Égyptien, Mohamed F. Taha, en était le président entre 1971 et 1979 et, ensuite, à partir de 1984, le professeur Godwin O. P. Obasi du Nigeria en est devenu le secrétaire général, ce qui faisait de lui le premier Africain nommé à la tête d'un organe de l'ONU.

En tant que représentant national, mon travail consistait, entre autres, à préparer les réunions de l'organisation et à y participer en coordination avec les membres des délégations des autres pays africains. Ces délégations africaines

¹⁰ L'OMM, officiellement créée en 1950, est l'héritière de l'Organisation météorologique internationale fondée lors du congrès de Vienne en 1873. L'OMM est une institution spécialisée des Nations unies et « elle fait autorité pour tout ce qui concerne l'état et l'évolution de l'atmosphère terrestre, son interaction avec les terres et les océans, le temps et le climat qu'elle engendre et la répartition des ressources en eau qui en résulte ». OMM, « Histoire de l'OMM », OMM, consulté le 19 octobre 2021. URL : <https://public.wmo.int/fr/à-propos-de-nous/qui-sommes-nous/histoire-de-lomm>

étaient petites et se composaient souvent d'une seule personne. Mais il y avait une volonté de notre part de faire front commun, ce qui faisait qu'on nous respectait, ou qu'on faisait semblant de nous respecter. Dans tous les cas, on était écoutés et parfois entendus. Ce fut le cas au sujet du bureau régional pour l'Afrique. Quand je suis arrivé, il se trouvait ici, à Genève. J'ai pensé, comme d'autres représentants africains, que c'était un non-sens d'avoir un bureau régional basé hors d'Afrique. Il y a eu de très longs débats, à la fois entre les représentants africains et l'OMM et entre les différents pays africains. Il a fallu harmoniser nos positions, par exemple sur le pays qui devait accueillir le bureau. Comme j'étais un des rares à parler le français et l'anglais, j'ai pu jouer un rôle dans cette recherche de consensus. Nos discussions se faisaient le plus souvent en dehors des heures ouvrables. On pouvait se réunir très tard le soir, de façon plus informelle. Il n'y avait plus d'interprètes à ces heures-là. Donc, je me retrouvais en train de traduire du français à l'anglais, de l'anglais au français... et même parfois je traduais du français au français quand j'étais fatigué ! Finalement, l'OMM a été d'accord de transférer le bureau en Afrique. Voilà un exemple de collaboration entre Africains au sein de l'OMM. On peut même parler d'une sorte de solidarité panafricaine dans certaines organisations, notamment les organisations techniques, comme l'OMM.

Figure 1 : Samuel Mbele-Mbong lors du 8^{ème} congrès de l'Organisation météorologique mondiale à Genève en 1979.



Source : archives personnelles de Samuel Mbele-Mbong.

D'un autre côté, les pays africains étaient souvent confrontés à des difficultés au niveau de la mise en œuvre concrète des programmes de l'OMM. La question des moyens financiers est très importante dans cette phase de mise en œuvre, parce que les différentes régions n'ont pas toutes les mêmes moyens. Et j'ai constaté que, très souvent, les anciens pays coloniaux se limitaient à apporter leur aide aux pays qui étaient leurs anciennes colonies. Ainsi, les Français soutenaient les anciennes colonies françaises et les Anglais soutenaient les anciennes colonies britanniques. Dans ce processus de l'assistance technique, les réflexes coloniaux perduraient. La France, par exemple, soutenait en priorité les anciennes colonies françaises parce que, de cette façon, ces pays allaient continuer de faire les choses à la française. On aurait voulu que ça soit différent et que chaque État qui puisse aider assiste les États qui en avaient besoin. Mais, pour le cas du Cameroun par exemple, lorsque j'avais besoin d'assistance pour la mise en œuvre d'un programme et que je cherchais la collaboration des États-Unis, les représentants américains me disaient d'aller m'adresser aux Français.

Plus tard, lorsque je travaillais au siège de l'OMM, j'ai constaté qu'il y avait peu d'Africains parmi le personnel du secrétariat de l'organisation. Je vois deux raisons possibles à cela : le peu d'influence des pays africains sur les décisions relatives aux finances du fait de leurs petites contributions au budget de l'organisation et, lorsque le professeur Obasi était secrétaire général, la « peur » d'être accusé de favoritisme.

Aujourd'hui, vous êtes à la retraite. Est-ce que vous êtes resté actif ici ? Et est-ce que vous retournez encore au Cameroun ou aux États-Unis ?

Après avoir longtemps réfléchi et débattu sur le choix du lieu où nous allons nous établir après la retraite, nous avons décidé de rester ici, dans la région genevoise. C'est le lieu où j'ai vécu le plus longtemps, soit 37 ans, plus qu'au Cameroun (29 ans) ou aux États-Unis (9 ans). Ici, je suis membre de deux associations de retraités des organisations du système de l'ONU : l'Amicale des anciens de l'OMM et l'Association des anciens fonctionnaires internationaux. Dans ces deux associations, il y a essentiellement deux dossiers qui préoccupent les retraités : les pensions et l'assurance maladie.

Au Cameroun, c'est surtout dans la famille, au sens large. J'essaie de me tenir au courant des activités des membres de la famille, d'aider à traiter les problèmes, de suivre l'évolution des enjeux autour de notre ancien village et de l'actualité du pays et du continent. Quand j'étais en activité, j'avais la possibilité de prendre un congé pour aller au Cameroun tous les deux ans, avec voyage payé par l'OMM pour moi, mon épouse et mes enfants. Depuis la retraite, j'y retourne moins régulièrement, parce que le voyage est coûteux et qu'il est désormais à mes frais. Je me rends aux États-Unis moins fréquemment encore, seulement à l'occasion d'événements importants dans ma belle-famille, dans ma famille d'accueil ou en rapport avec les études de nos enfants, qui ont fait leur université à Smith College et Macalester University, et de notre petit fils, aussi à Macalester University.

*Anton Tarradellas
Université de Genève*

Bibliographie

- AURAT Louise, « Au Cameroun, la forêt d'Ebo préservée », *La Croix*, 12 août 2020. En ligne, consulté le 29 septembre 2021. URL : <https://www.la-croix.com/Monde/Au-Cameroun-foret-dEbo-preservee-2020-08-12-1201108853>
- DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel et TATSITSA Jacob (2011), *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique (1948-1971)*, Paris, La Découverte.
- EDEAGU Ngozi (2021), « Educating a transnational postcolonial elite: United States university scholarships for Nigerian students (1961-1975) », *Diasporas. Circulations, migrations, histoire*, 37, pp. 79-94.
- GEIDEL Molly (2015), *Peace Corps Fantasies: How Development Shaped the Global Sixties*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- TARRADELLAS Anton (2022), « Pan-African Networks, Cold War Politics, and Postcolonial Opportunities: The African Scholarship Program of American Universities, 1961–75 », *The Journal of African History*, 63(1), pp. 75–90.
- TARRADELLAS Anton (2021), « “A glorious future” for Africa: development, higher education and the making of African elites in the United States (1961-1971) », *Paedagogica Historica*, 57(3), pp. 277-293.
- TEKOU Thomas (1962), *L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)*, Thèse en droit, Institut de droit aérien et spatial, Université McGill, Montréal, février 1962.
- THELIN John R. (2004), *A History of American Higher Education*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

OMM, « Histoire de l'OMM », *OMM*, consulté le 19 octobre 2021. URL : <https://public.wmo.int/fr/à-propos-de-nous/qui-sommes-nous/histoire-de-lomm>

USAID (1995), *Capturing the Results of 30 Years of AFGRAD Training: Evidence of Change in Individuals and Institutions Across Africa. Final Evaluation Report.*